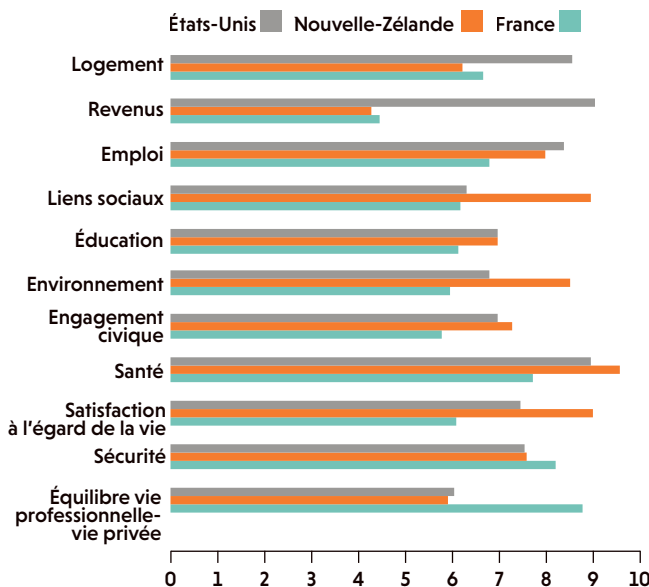
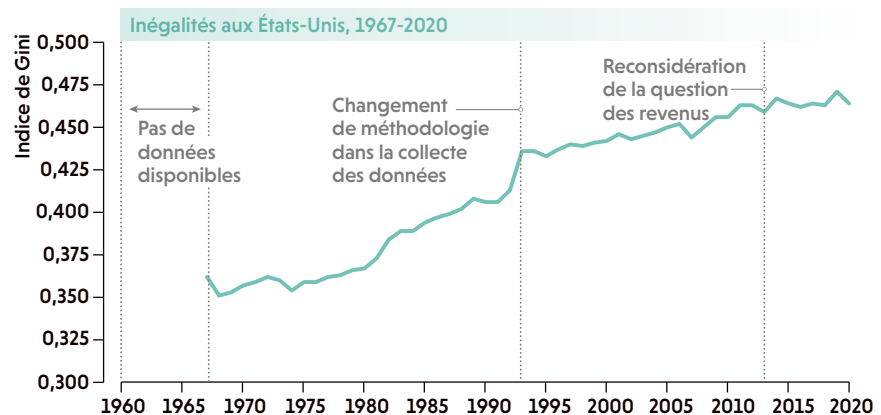
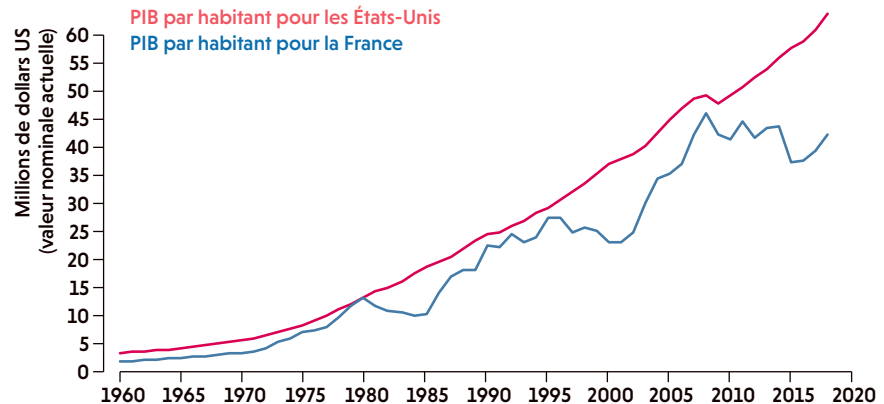


## LA (MAL)MESURE DU BIEN-ÊTRE

### PARTAGE ÉQUITABLE

Le PIB par habitant est obtenu en divisant le PIB par la population d'un pays. Il peut augmenter même si la qualité de vie de la plupart des habitants se détériore. Un élément clé de la divergence entre le PIB et le bien-être social est l'inégalité. Aux États-Unis, par exemple, le PIB a augmenté régulièrement depuis les années 1960, mais les inégalités (mesurées par l'« indice de Gini ») aussi. Les trois personnes les plus riches des États-Unis possèdent déjà plus de richesses que toute la moitié inférieure de la population, et la pandémie aggrave la situation.

**L**e produit intérieur brut, ou PIB, mesure la quantité totale de biens et de services produits dans une économie au cours d'une certaine période, généralement un an. Bien qu'on l'utilise couramment comme indicateur des performances d'une économie et d'une société, il ne s'agit que d'une mesure de l'activité marchande, rien de plus. Depuis la crise financière de 2008, un mouvement mondial a vu le jour pour remplacer le PIB par un « tableau de bord » d'indicateurs susceptibles de mieux guider chaque pays vers un avenir plus sain et plus durable.



Plusieurs indicateurs sont inclus dans les tableaux de bord du rapport « Comment va la vie ? » de l'OCDE. Certains de ces indicateurs sont également inclus dans l'Indicateur du vivre mieux, un outil interactif qui permet aux utilisateurs de comparer les pays en fonction de l'importance qu'ils accordent aux différentes dimensions du bien-être, telles que le logement, le revenu, la santé, etc. Dans cet outil, la valeur attribuée à chacune de ces onze dimensions est exprimée comme la moyenne de sous-indicateurs, normalisés sur une échelle de zéro à dix. Ce graphique compare les performances de trois membres de l'OCDE (États-Unis, Nouvelle-Zélande et France) dans les onze dimensions. Bien que le revenu par habitant soit beaucoup plus élevé aux États-Unis, la Nouvelle-Zélande obtient de meilleurs résultats en ce qui concerne la qualité de l'environnement et de la santé, la satisfaction à l'égard de la vie, le sens de la communauté et l'engagement civique. Pour la France, dont le revenu par habitant vaut environ 70 % de celui des États-Unis, sept des onze dimensions ci-contre sont inférieures à celles des deux autres pays.

> américaine était en pleine expansion, d'où une forte hausse du PIB. Il s'est révélé qu'une grande partie des profits qui ont donné à ce secteur un tel poids étaient, en un sens, fictifs. Les pratiques de prêt des banquiers avaient engendré une bulle immobilière qui avait artificiellement augmenté les profits des institutions financières, donc les primes touchées par les banquiers. Dans une économie de marché idéale, une augmentation des profits est censée refléter une augmentation du bien-être de l'ensemble de la société, mais les revenus des banquiers contredisaient cette idée. Une grande partie de leurs profits provenaient de la détérioration de la situation des autres, comme lorsqu'ils se livraient à des pratiques abusives en matière de cartes de crédit ou lorsqu'ils manipulaient les taux d'intérêt des prêts interbancaires pour accroître leurs revenus.

### UN SECTEUR FINANCIER DISPROPORTIONNÉ

Mais s'appuyer sur le PIB revenait à prendre au pied de la lettre ces chiffres gonflés, ce qui a convaincu les décideurs politiques que la meilleure façon de faire croître l'économie était de supprimer tout le reste des réglementations limitant le secteur financier. Les vieilles interdictions d'imposer des taux d'intérêt exorbitants pour profiter des personnes non averties ont été levées. En 2000, la loi *Commodity futures modernization act*, conçue pour garantir que les produits dérivés (des produits financiers risqués qui ont joué un rôle important dans la crise financière huit ans plus tard) ne seraient jamais réglementés, a été adoptée. En 2005, une loi sur les faillites a rendu plus difficile l'acquittement des dettes de ceux qui avaient du mal à payer leurs factures, et cela l'a rendu presque impossible pour ceux qui avaient contracté des prêts pour financer leurs études universitaires.

Au début des années 2000, quelque 40% des bénéfices des entreprises provenaient du secteur financier. Cette proportion aurait dû signaler que quelque chose n'allait pas : un secteur financier efficace doit avoir de faibles coûts pour effectuer des transactions financières et doit donc être de petite taille. Le secteur financier aux États-Unis était, en revanche, énorme. La déréglementation du marché avait gonflé les bénéfices des banques, fait augmenter le PIB, mais, en fin de compte, provoqué aussi l'instabilité.

La bulle a éclaté en 2008. Les banques avaient émis des prêts hypothécaires sans discernement, en partant du principe que les prix de l'immobilier continueraient à augmenter. Lorsque la bulle immobilière a éclaté, l'économie a fait de même, chutant plus qu'elle ne l'avait jamais fait depuis l'après-guerre. Après le sauvetage des banques par le gouvernement américain (une seule entreprise, AIG, a reçu un

renflouement gouvernemental de 130 milliards de dollars...), le PIB s'est amélioré, ce qui a persuadé le président Barack Obama et la Réserve fédérale d'annoncer que nous étions sur la voie de la reprise. Mais comme 91% des gains de revenu de 2009 à 2012 ont bénéficié au 1% supérieur de la population, la majorité des Américains n'ont pas du tout profité de la reprise.

### OPIOÏDES, OBÉSITÉ, OURAGANS...

Alors que les États-Unis sortaient lentement de la crise financière, d'autres crises ont retenu l'attention : les inégalités, le climat et les opiacés. Même si le PIB continuait d'augmenter, l'espérance de vie et d'autres indicateurs de la santé se sont détériorés. Les entreprises du secteur alimentaire ont développé et commercialisé, avec beaucoup d'ingéniosité, des aliments riches en sucre et addictifs, ce qui a augmenté le PIB mais multiplié les cas d'obésité et de diabète chez les enfants. La consommation excessive d'opioïdes, qui créent une dépendance, a provoqué un grand nombre de décès par surdose (quelque 60 000 en 2016), mais les bénéfices de Purdue Pharma et des autres acteurs malhonnêtes de ce drame ont augmenté le PIB.

En effet, les dépenses médicales résultant de ces problèmes sanitaires ont contribué à l'augmentation du PIB. En moyenne, un Américain dépense deux fois plus pour les soins de santé qu'un Français, mais il a une espérance de vie plus courte. De même, l'extraction du charbon semble stimuler l'économie bien qu'elle contribue au changement climatique. Si ce dernier aggrave l'impact d'ouragans tels que Harvey, les efforts de reconstruction contribuent aussi au PIB. Le chiffre du PIB a ainsi donné un vernis optimiste aux pires événements.

Ces exemples illustrent la déconnexion qui existe entre le PIB et le bien-être de la société et les nombreuses façons dont le PIB échoue à constituer une bonne mesure de la performance économique. La croissance du PIB avant 2008 n'était pas durable, et elle n'a pas duré. L'augmentation des bénéfices des banques qui semblait alimenter le PIB dans les années précédant la crise ne s'est pas faite uniquement au détriment du bien-être des nombreuses personnes victimes des pratiques du secteur financier, mais aussi au détriment du PIB dans les années suivantes. L'augmentation des inégalités a été, à tous égards, préjudiciable à notre société, mais le PIB célébrait les succès des banques. S'il est un événement qui a fait prendre conscience de la nécessité de trouver de nouveaux moyens de mesurer les performances économiques et les progrès de la société, c'est bien la crise de 2008.

La commission évoquée plus haut, dirigée par trois économistes (Amartya Sen, de l'université Harvard, Jean-Paul Fitoussi, de >